



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8386>

Discrimination systémique dans l'attribution des aides à la production cinématographique

- Journal des Alternatives - Publications - Dossiers - Vivre Ensemble -



Durant les débats acharnés qui ont suivi l'introduction, par le gouvernement, d'une consultation sur la discrimination systémique, avant son remplacement par une formule stérile et sans âme, j'ai entendu nombre de gens réclamer des preuves concrètes d'injustices faites à l'encontre des personnes racisées par les institutions publiques québécoises.

Je vais vous en livrer une, qui concerne un domaine qui m'est familier : la production cinématographique.

De 2011 à 2017, la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) chargée d'appuyer, au moyen de subventions d'état, les entreprises culturelles du Québec dans plusieurs domaines artistiques dont le cinéma, cette institution indispensable donc, n'a soutenu aucun producteur de films de long métrage issu de la minorité ethnique.

Vous avez bien lu. Sur les 144 films de long métrage fiction en langue française financés en sept ans à coup de millions en provenance des contribuables, absolument aucun dollar, zéro, n'a été attribué à une personne dont la langue maternelle est autre que le français.

Les projets n'ont pas manqué, pourtant. Je connais quatre producteurs et productrices d'origine étrangère qui déposent régulièrement des demandes, et moi-même ai vu mes cinq soumissions être refusées. Avec une régularité qui a de quoi faire sourciller, tous les producteurs ou presque dont les projets ont été financés habitent la région de Montréal et sont de race blanche.

Contactée à ce sujet, la SODEC se défend d'y voir là la moindre anomalie. Que dans un Montréal à 30 % racisé, 100 % des fonds publics destinés à produire des films de long métrage aillent soutenir exclusivement des producteurs blancs ne la dérange nullement. Selon elle, la sélection se fait au mérite et non à la tête du client.

Mais le mérite vu des yeux de quelle culture exactement ? Tout comme la direction de l'institution, les comités de sélection sont constitués de personnes blanches qui, tout naturellement, ont tendance à imposer une vision occidentale de ce que le cinéma québécois devrait être.

Et c'est grave. C'est grave parce que les subventions ne servent pas uniquement à faire des films. Ils aident les producteurs à faire leurs armes, les créateurs à aiguiser leur sens artistique et évoluer. L'art est un métier qui se perfectionne sur le tas. Si on ne donne pas la chance à des artistes des communautés culturelles d'obtenir de l'appui financier, on oblitère les droits d'un pan important de la population à disposer de ses propres artistes pour se raconter.

Toutes les personnes blanches sans exception dont les projets sont régulièrement soutenus par la SODEC ont fait un jour un film insignifiant, voire franchement mauvais. Combien de films ratés ont ainsi été financés pour que le cinéma québécois atteigne le niveau d'excellence que certains lui reconnaissent aujourd'hui ?

Dès lors, qu'est-ce qui justifie de priver les minorités ethniques des mêmes droits à l'erreur ?

Pourquoi leur refuser le droit à s'émanciper, à partager leur façon différente de voir, penser et vivre le Québec, alors que le regard distinct qu'ils posent sur la société québécoise apporterait indéniablement un sang neuf à notre cinéma national et davantage de diversité sur les écrans ?

Des exemples de discrimination comme celle perpétuée par la SODEC existent dans la majorité des organismes publics clés du Québec. Un climat malsain règne ici auquel contribuent, par leur refus obstiné de la mixité, toutes ces

institutions d'un autre temps. L'heure est venue de les transformer en profondeur ou risquer de nuire gravement à la cohésion sociale.

Post-scriptum :

Babek Aliassa est producteur. Son film Boucherie halal, interprété par des comédiennes et comédiens de la diversité, n'a jamais pu être diffusé en salles.